



**HAL**  
open science

**Notices: BRIGODE (baronne de) Ghislaine née VILAIN  
XIII, BOURNONVILLE Geneviève, COLLASSON,  
Alyette Marie Marthe, née DE VÉLARD, FROSSARD  
Marie, KRAFFT Louise, LECLERCQ DE JUIGNÉ,  
Marie Madeleine Emma Eudoxa, née SCHNEIDER,  
MUNET, Alice, NOAILLAT-DEVUNS, Mme Marthe  
née DEVUNS, POTRON Cécile née FROTTIN,  
REILLE, Geneviève née SOULT DE DALAMATIE,  
TANQUEREL DES PLANCHES (de) Anne, DE  
VÉLARD Marthe, née TERRASSON DE SENEVAS**

Magali Della Sudda

**HAL Id: halshs-03910877**

**<https://shs.hal.science/halshs-03910877>**

Submitted on 22 Dec 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

► **To cite this version:**

Magali Della Sudda. Notices: BRIGODE (baronne de) Ghislaine née VILAIN XIII, BOURNONVILLE Geneviève, COLLASSON, Alyette Marie Marthe, née DE VÉLARD, FROSSARD Marie, KRAFFT Louise, LECLERCQ DE JUIGNÉ, Marie Madeleine Emma Eudoxa, née SCHNEIDER, MUNET, Alice, NOAILLAT-DEVUNS, Mme Marthe née DEVUNS, POTRON Cécile née FROTTIN, REILLE, Geneviève née SOULT DE DALAMATIE, TANQUEREL DES PLANCHES (de) Anne, DE VÉLARD Marthe, née TERRASSON DE SENEVAS. Destins de femmes: religion, culture et société: France, XIXe-XXe siècles, 2010, pp.466. halshs-03910877

# B

**BRIGODE** (baronne de) Ghislaine née **VILAIN XIII** - Dame d'œuvres ; Fondatrice de l'Asile Sainte Madeleine (1863) à Paris ; première présidente de la Ligue Patriotique des Françaises (Naples (Italie) 02.06.1833 ; Paris (Seine) 1924).

Ghislaine Georgine Vilain XIII est née à Naples le 2 juin 1833 de l'union de Charles Guillaumin Guillaume Vilain XIII, était ministre près le Saint Siège, et de Pauline baronne de Billehé. En 1853, elle épouse à Bruxelles François Louis Romain de Brigode, fils de Célestine Louis de la Tour Maubourg, petite fille de Lafayette et de Romain Joseph de Brigode Klemlandt (1775-1854). Son beau-père, député du Nord de 1807 à 1835, était un proche de Montalembert et avait voté la loi Falloux. Dans un article élogieux publié dans la *Liberté* elle est présentée comme l'héritière d'une généalogie de serviteurs de l'État et de défenseurs du catholicisme libéral. Demeurée veuve et sans enfants à un jeune âge, elle entre probablement à ce moment-là chez les Filles du Cœur de Marie, un institut séculier féminin contrôlé par la Compagnie de Jésus dont les membres ne portent pas d'habit religieux. Elle s'installe à Paris et fonde en 1866 l'œuvre de Sainte Madeleine, un asile religieux pour les mères célibataires qu'elle dirige avec sévérité. On estime entre 11 000 et 15 000 le nombre de femmes recueillies jusqu'en 1897. En 1901, le personnel de l'association, toujours vêtu de noir, est invité à changer d'uniforme pour échapper à la loi sur les associations de 1901. Le refuge fonctionne encore quand la baronne de Brigode fonde le comité parisien de la Ligue des Femmes françaises (LFF) en novembre 1901. C'est dans la maison des Filles du Cœur de Marie puis dans ses salons qu'ont lieu les premières réunions du comité Paris de la LFF. Un hôtel particulier calme et ouvert sur un jardin qui sera racheté par les jésuites après sa mort. D'une « foi ardente », connue pour « son ardeur obstinée à faire le bien et à combattre le mal, son inlassable dévouement », elle devint la première présidente lors de la fondation de la Ligue patriotique des Françaises (LPDF) en 1902. Elle fait partie du petit groupe de Filles du Cœur de Marie qui sont désignées par la Supérieure, la Mère Faivre, pour seconder activement l'entreprise initiée à Lyon par Jeanne Lestra\* et Antonin Eymieu. Sa sœur, Philippine Vilain XIII baronne de Villeneuve, la seconde dans ses œuvres et est nommée trésorière de 1902 à 1906. Nous pouvons supposer que certaines compétences acquises dans l'œuvre pour les filles mères furent reconverties par la suite à la ligue, notamment dans les œuvres sociales. Ses capacités d'organisatrice, sa connaissance du milieu de l'assistance furent sans aucun doute précieuses pour mettre en place les premières mutualités et ouvroirs. Mais son attachement au libéralisme, sa prise de position en faveur de l'Action libérale populaire et son caractère autoritaire lui valurent l'hostilité d'une partie de la direction de la LPDF. En effet, à partir de 1903, des plaintes parviennent à l'archevêque de Paris sur ses positions aussi bien que sur son caractère jugé par les conférencières, comme la baronne Reille\*, peu compatibles avec sa fonction. Au moment du renouvellement des membres du bureau – conseil central –, l'une des Filles du Cœur de Marie, M<sup>lle</sup> Geneviève de Bournonville\*, lui suggère de démissionner d'elle-même afin de ne pas subir l'affront d'une déposition. L'affaire est réglée par l'archevêque et la supérieure des Filles du Cœur de Marie : la baronne de Brigode se soumet et la baronne Reille est élue présidente le 3 juillet 1906. Signe de la volonté de la hiérarchie de la voir se démettre, le cardinal Richard, archevêque de Paris, s'était opposé en 1905 à l'attribution de la distinction pontificale « Croce Pro Ecclesia » en remerciement de ses services rendus à l'Eglise. Elle s'investit alors jusqu'en 1910 dans une autre ligue, tout en restant vivre à Paris dans son appartement du 42 rue de Grenelle jusqu'au début des années 1920. Nous savons peu de choses sur ce qu'elle devint après son éviction de la présidence en 1906.

Paul Denis, *Recueil des généalogies lilloises*, t. 2, 1907, p.498 (reed 1997) ; *Tout-Paris. Annuaire de la société parisienne*, Paris, A. La Fare, 1912 ; 1914 ; Archives de l'Action catholique des femmes (AACF) H 565 et 566 ; Arch. Arch. Paris, 1 K II 7; Arch.Segr.Vat., Segreteria di Stato, 1914, rubr.12, fasc.19, « Lega patriotica delle donne francesi » et 1905, rubr. 209, fasc.1 “Croce pro ecclesia e pontefice” ; Bibliothèque Marguerite Durand, dossier Ligue patriotique des Françaises, Paul Acker “Portraits de femmes”, s.n. mercredi 23 août 1905 ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia. Paris : EHESS, 2007.

Sur l'asile Sainte Madeleine : Pierre de Pelleport- *De l'hospitalisation des femmes enceintes*, Bordeaux, Feret et fils/Paris, Guillaumin et Cie, 1897, p.27-29 ; *Office central des œuvres de bienfaisance, Paris charitable et prévoyant. Tableau des œuvres et institutions du Paris*, 1897, 2de édition, p.46

Magali DELLA SUDDA

**BOURNONVILLE** Geneviève, Fondatrice des comités de Versailles et de Seine-et-Oise de la Ligue patriotique des Françaises (LPDF), membre du comité central de la LPDF et Supérieure des Filles du Cœur de Marie de la réunion de Versailles (Versailles, 16.04.1862- Paris, 4.12.1942).

Geneviève de Bournonville est issue de l'aristocratie Versaillaise d'Ancien Régime. Elle est la deuxième fille d'une famille catholique de six frères et sœurs. C'est sa mère qui donne une formation religieuse à ses enfants, pour en faire « d'excellents chrétiens », mettant entre les mains les livres de Monseigneur de Ségur (1821-1881). Elle accompagne sa mère lors des visites dans ses œuvres et souhaite très tôt se consacrer à Dieu. Après une retraite chez les Dames du Cénacle, elle décide d'entrer chez cette congrégation. Cependant, sa santé défaillante l'en empêche. Cette vocation contrariée lui fait choisir une autre forme d'apostolat. Une de ses amies d'enfance dont nous ignorons le nom lui fait connaître la Société des Filles du Cœur de Marie. Elle y entre à la fin des années 1890 pour faire son noviciat. Sa notice de la Société des Filles du Cœur de Marie (SFCM) rend compte ainsi de l'événement : « C'était une indication divine : elle resterait dans sa famille et se dévouerait, après sa mère à l'unique frère douloureusement infirme qui restaient des trois fils qu'avaient eu ses parents ». C'est donc auprès des siens, dans sa famille, puis comme laïque, que Geneviève de Bournonville est consacrée et accomplit son apostolat. Dans une famille attachée aux traditions, les obligations de la Société, qui impliquent de se rendre régulièrement à Paris le soir, de partir faire des retraites et d'être active dans les œuvres rompent avec le rôle assigné aux jeunes filles. Son directeur spirituel, le P. Lelièvre, la libère de l'obligation de secret attachée à sa vocation et l'autorise à confier à sa mère son engagement. La mère couvre ainsi les activités de sa fille qui restent inconnues du reste de la famille. Lorsqu'elle devient Supérieure, c'est dans la demeure familiale qu'elle reçoit novices et postulantes pour leur donner les éléments de formation religieuse. Cette sociabilité religieuse féminine est rendue possible par la complicité de la domestique qui aide à distinguer les « demoiselles », qui viennent pour des raisons religieuses, des dames faisant des visites mondaines. Son implication dans les œuvres sociales débute dans la paroisse de Sainte-Elizabeth à Versailles. C'est sans doute son activité dans ces œuvres et son zèle particulier qui

lui valent, en 1903, d'être mandée par la Mère Faivre, Supérieure générale des Filles du Cœur de Marie de 1894 à 1903, pour devenir vice-présidente de la Ligue patriotique des Françaises, qu'elle occupe jusqu'en 1907. Elle donne alors sa démission de son poste de Conseillère à la LPDF à la demande de ses Supérieures pour se consacrer à la Réunion des Filles du Cœur de Marie de Versailles, où elle vient d'être élue Supérieure.

Elle reste cependant investie dans le Comité de Versailles de la LPDF qu'elle a fondé et au Comité central en tant que présidente locale. Son comité est l'un des plus dynamiques. Il possède son édition du *Petit Echo*, qui est publiée de 1906 à 1940. En 1911, elle est présidente du comité départemental de Seine et Oise, et présente régulièrement un rapport aux congrès de la LPDF. Quand, en 1913, des confrencières de différents diocèses membres du Conseil central (bureau) de l'association se plaignent auprès de leur évêque et du Provincial des jésuites que la direction de la Ligue s'est éloignée des préoccupations spirituelles et des directives pontificales, elle reste relativement distante, fidèle à son vœu d'obéissance. Les liens entre des deux structures religieuses – Ligue et Société des Filles du Cœur de Marie – contribuèrent sans doute à leur implantation solide à Versailles, à travers les œuvres sociales. Ainsi, en 1904, la LPDF et les Filles de Marie, reprennent-elles en tant que laïques l'école des Sœurs de la Sagesse. Elles fondent des patronages, organisent des retraites diverses. Durant la crise qui suit la condamnation de l'Action française en 1926, elle fait signer aux femmes de son comité une adresse au pape d'hommage de fidélité indéfectible et de soumission. Elle se montre particulièrement soucieuse de la conformité des vues de son comité avec celles de la hiérarchie. L'année suivante, elle met en place une section de jeunes qui prend son essor rapidement. Les années de guerre interrompent la publication du bulletin et l'activité du comité est entravée. Nous ne possédons pas d'informations sur cette période. Geneviève s'éteint à Paris le 4 décembre 1942.

Arch. Segr. Vaticano, A.E.S., Francia, periodo IV, pos 576, fasc. 77, n°1349/27/576.

Arch. Société des Filles du Cœur de Marie, notice « 3J ».

Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*.

Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia. Paris : EHESS, 2007 ; SFCM, *La société des Filles du cœur de Marie. T.4 1894-1929, Gouvernement – Historique*, Paris, SFCM, 1964, p.157-158

Magali DELLA SUDDA

## C

**COLLASSON**, *Alyette Marie Marthe, née DE VÉLARD*, (Palluau sur Indre, Indre, 27.11.1882 – Vouzon, Loir et Cher, 29.08.1972) – Fille du Cœur de Marie, membre de la Ligue patriotique des Françaises, puis de la Ligue féminine d'action catholique française.

Alyette est la cadette des deux enfants du couple formé par Bruno de Vélard et de Marthe Terrasson de Sénevas vicomtesse de Vélard\*. Sa mère, Marthe, découvre la Ligue patriotique des Françaises (LPDF) par l'intermédiaire de la baronne Geneviève Reille\* (1844-1910), au moment de la préparation d'Alyette à la première

communion, puis de son brevet d'infirmière dans le dispensaire-école de la Croix Rouge de Plaisance à Paris. Alyette, sa mère et sa grand-mère sont actives dans les œuvres de la paroisse de Plaisance à Paris qui se distingue par la multiplicité des œuvres animées sous l'égide de l'abbé Soulange-Bodin. Nous ne savons pas quand Alyette adhère à la LPDF. Elle épouse le 5 avril 1904 Stéphane Marie Joseph Collasson (Moulins, 19.02.1877 – Souain, 25.09.1915), dont elle a quatre enfants. Jacques (Louroux-Hodement, 28.02.1905 – id. 24.01.2007), Guy (Louroux-Hodement, 05.08.1906 – Vannes, 09.1929) décédé accidentellement, alors qu'il sortait de l'école navale, Marie-Odette Thérèse (Palluau sur Indre, 17.08.1909 – Vouzon, 19.06.2000) et Solange (Palluau sur Indre, 10.05.1913 - id.13.05.1968). Après le décès de son mari qu'elle entre, comme sa mère, comme novice dans la Société des Filles du Cœur de Marie (SFCM). Elle fait son oblation à Lyon, le 17 novembre 1919, sa profession de foi a lieu à Paris le 2 février 1924. Elle est d'abord active avec sa mère dans la paroisse de Saint Pierre. Elle prononce ses vœux temporaires – pour cinq ans le 8 février 1928. En 1934, après la démission de sa mère de la présidence de la Ligue patriotique des Françaises, elle part vivre avec elle. Tous ses enfants sont mariés et elle peut alors se consacrer pleinement à son apostolat dans la Société et à la Ligue féminine d'action catholique française (LFACF) qui est issue de la fusion en 1933 de la Ligue des femmes françaises et de la Ligue patriotique des Françaises. A cette même période, elle est membre du secrétariat des Jeunes de la LFACF. Elle occupe un temps la fonction de Présidente de l'œuvre des Servantes et celle de vice-présidente de l'œuvre des Hôpitaux. Elle est aussi conseillère des Filles du Cœur de Marie de janvier 1936 à juillet 1938, puis, elle est élue Supérieure de la Réunion de St Antoine de juillet 1938 à 1945. Pendant la guerre, son activité se poursuit au sein de la Société : Supérieure provinciale du Nord en 1943 et du Nord-Est de 1944 à 1945. Parallèlement, elle s'occupe des novices, en tant que Conseillère du Noviciat de 1943 à 1955. C'est à ce moment-là qu'elle prononce ses vœux définitifs, peu après la mort de sa mère en 1949.

Arch. SFCM, notice Collasson ; *Echo de la LPDF*, octobre 1915, p.1 ; les descendants des De Vélard ont mis des informations biographiques en ligne : <http://www.saintpol.fr/>; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia. Paris : EHESS, 2007.

Magali DELLA SUDDA

## F

**FROSSARD** Marie - Secrétaire générale la Ligue patriotique libérale des Françaises puis Ligue patriotique des Françaises (1902-1933), Première secrétaire nationale de

l'œuvre pour la Protection de la Jeune Fille (Lormes, Nièvre, 11.05.1863 – Paris, 13.01.1954).

De l'enfance de Marie Frossard, nous ne savons presque rien, si ce n'est qu'elle est issue d'une famille qui compte des officiers généraux, de grands agriculteurs, et dont les membres ont constamment travaillé pour le bien. Elle arrive à Paris à une date inconnue et entre comme novice chez les Filles du Cœur de Marie, un institut séculier féminin dont les membres ne portent pas d'habit religieux, le 11 mai 1894. Elle y fait son oblation le 28 décembre 1894. Probablement avant cette période, elle fait des études. Trois ans plus tard, elle prononce ses vœux, le 2 février 1897. C'est sans doute durant ces années de noviciat qu'elle participe aux œuvres dans la paroisse de Plaisance et qu'elle se consacre particulièrement aux femmes, comme en témoigne sa nièce lors de ses funérailles. Elle avait auparavant fait ses débuts comme dame catéchistes auprès des enfants de la paroisse et se consacrait principalement à sa famille. Le 2 février 1901, en pleine agitation autour de la loi de 1901, elle renouvelle ses vœux pour 5 ans à Paris. C'est alors qu'elle est sollicitée par sa Supérieure, la Mère Faivre, pour fonder le comité parisien de la Ligue des femmes françaises (LFF) à Paris. Quand, un peu plus tard, la Supérieure lui demande d'être la secrétaire de l'association, elle refuse et cherche à échapper à la fonction de secrétaire qu'on veut lui attribuer craignant que sa mère et sa famille n'approuvent pas cet engagement public. Fidèle à son vœu d'obéissance, Marie Frossard devient l'infatigable secrétaire générale de la Ligue patriotique des Françaises (LPDF) de 1902 à 1933. Son mandat consiste à fonder et à animer une association de laïques pour reconquérir par les œuvres et les urnes le terrain perdu par l'Eglise sur le plan institutionnel et social. Elle a alors pour directeur spirituel le jésuite Henri-Régis Pupey-Girard qui est l'un des instigateurs de la LPDF et en devient l'aumônier-conseil. Dans un article publié en 1903 dans *La Liberté*, organe favorable à la LPDF, elle est décrite comme « une grande et fine jeune fille, au visage intelligent et sympathique, très différente des vierges montées en graine, dont les Ligues socialistes et féministes nous offrent tant d'échantillons disgracieux, est la femme de tête, la femme d'action de la Ligue ». Elle occupe à la fois le poste de Secrétaire générale, celui de rédactrice de *L'Écho de la Ligue* qui tire alors à 50 000 exemplaires, elle veille au bon fonctionnement et à l'administration de l'association. Marie Frossard est rassurante, incarnant l'apostolat féminin souhaité par Léon XIII (1878-1903). C'est elle qui assume de fait la direction du mouvement aux côtés de la vicomtesse de la baronne de Brigode\*, puis de la baronne Reille\* et de M<sup>me</sup> de Vélard\*, avec P. Pupey-Girard, s.j., lui donnant son aînés, la Marguerite, qu'elle dessina elle-même et dont les couleurs – blanc et jaune – rappellent discrètement la fidélité aux directives pontificales. Elle rédige la plupart de la correspondance, se charge des rapports avec la hiérarchie, s'occupe de la section de *l'Écho* dès 1903 et de la section des jeunes filles à partir de 1904. En 1913, son autoritarisme lui est reproché par des membres du Conseil central, l'organe de direction de la Ligue. Il semblerait que sa façon d'administrer la LPDF de façon directive mais aussi entrepreneuriale et efficace ait été accueillie avec difficulté par les militantes encore marquée par le modèle de la dame d'œuvre et non de « l'entrepreneuse » tel que Marie Frossard, la baronne Reille\* ou la trésorière M<sup>me</sup> Potron\*, le définissaient. Son cheminement religieux au sein des Filles du Cœur de Marie est inséparable de son activité à la LPDF. En 1928, Marie Frossard prononce ses vœux définitifs. Elle est alors âgée de 65 ans et réside à Paris rue de l'abbé Grégoire dans le VI<sup>e</sup> arrondissement. Elle se retire progressivement de l'association à partir de 1933, tout en maintenant des liens. Elle intervient ainsi lors des commémorations de la

naissance de la LPDF en 1941. Après son retrait de la LPDF, il semblerait qu'elle n'ait pas occupé de fonction particulière au sein de la Société (elle reste une « simple fille » et n'a pas de responsabilités dans la SFCM contrairement à Anne de Tanquerel Des Planches\* ou à Geneviève de Bournonville\* toutes deux conseillères et fondatrices de la Ligue). Elle finit sa vie au couvent de Saint Maur et meurt en 1954, année de naissance de l'Action catholique générale féminine.

Magali DELLA SUDDA

Paris, Arch. Action catholique des femmes (AACF), H4, H565-569 ; Paris, Arch. Société des Filles du Cœur de Marie, notice Marie Frossard ; Paris, Arch. Historiques de l'Archevêché de Paris, 1KII7 « Œuvres féminines » ; Cité du Vatican, Archivio segreto Vaticano, (ASV), Segreteria di Stato, 1914, rubr.12, fasc.19 ; Vanves, Arch. province de France de la Compagnie de Jésus, fonds Pupey-Girard (H Pa 60 et « Ligue 1901-1906 ») ; M. Ponthierry, *La liberté*, 4 octobre 1903 ; Gérard Dittgen, *De la Ligue à l'ACGF*, Paris, ACGF, 1990 ; Magali Della Sudda, « La charité et les affaires. Le cas de la Ligue patriotique des Françaises », *Entreprises et Histoire*, n°53, 2009/1 ; Lionel Adolphe Groulx, *Un étudiant à l'école de l'Europe, Correspondance 1894-1967*, vol.2, Paris, Fides, 1993, p.432 et 701, Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), Paris, EHESS, 2007 ; Magali Della Sudda, « Les femmes catholiques à l'épreuve de la laïcité : La Ligue patriotique des Françaises ou la première mobilisation féminine de masse (1902-1914) », in Patrick Weil (dir.), *Politiques de la laïcité au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 2007, p.123-143.

# K

**KRAFFT Louise** - Dame d'œuvres, membre du Secrétariat central de la Ligue patriotique des Françaises, Secrétaire générale adjointe de la LPDF de 1907 à 1926 (Strasbourg, 31.12.1851, 01.1928).

Louise Krafft est née dans une famille catholique alsacienne. Dernière de six enfants, elle est élevée dans « une de ces anciennes familles où l'autorité paternelle régnait sans partage et où la femme, tout en jouant un grand rôle au foyer, y était effacée et discrète ». Le destin de ses frères, tous passés par l'Ecole polytechnique, est tracé par son père, professeur dans une institution religieuse. Une de ses sœurs entre en religion. Durant le siège de Strasbourg en 1870, Louise et sa famille restent dans la capitale alsacienne. Après la défaite de Sedan, la famille Krafft opte pour la France et s'installe à Paris. Les parents de Louise décèdent peu après et, à la suite du veuvage de son frère aîné, elle part vivre chez ce dernier pour prendre soin de ses sept enfants. Quand il doit quitter la direction des Ponts-et-Chaussées pour la Compagnie du gaz de Naples en 1881, elle le suit en Italie pour veiller à l'éducation de ses neveux. Elle y entretient une sociabilité importante où elle « occupait le premier plan dans le rang de la colonie étrangère » aux dires de sa biographe, Marie Frossard\*. Elle est probablement revenue à Paris quand son frère a quitté son poste et réside alors au 53, avenue des Ternes dans la partie cossue du XVII<sup>e</sup> arrondissement. C'est à ce moment-là qu'elle entre à la Ligue patriotique des Françaises en 1905. Elle débute son apostolat de ligueuse à la Villette, qui est alors le quartier des abattoirs des faubourgs de Paris et s'occupe plus particulièrement des femmes. Bien qu'elle n'ait pas d'enfant et soit demeurée célibataire, elle a cependant des charges familiales importantes, elle recueille chez elle un de ses frères aveugles. Au regard de sa situation familiale et de son ascension rapide à la direction de la LPDF, il est probable qu'elle appartient à un institut religieux séculier comme les Filles du Cœur de Marie. Elle entre au Secrétariat central de l'association, en 1907 en tant que Secrétaire adjointe. Elle seconde Marie Frossard, secrétaire générale, dans l'administration de la LPDF. En 1910, elle est nommée Conseillère et a pour fonction de tenir des conférences dans les comités locaux et de faciliter leur création. Elle rédige des articles pour les bulletins de la LPDF et assume la direction de *l'Echo* avec la secrétaire générale. Durant la guerre, elle s'occupe avec efficacité des prisonniers de guerre. Au lendemain de l'armistice, la présidente de la LPDF, Marthe de Vélard\*, lui demande d'aller implanter la ligue sur le territoire alsacien. Elle fonde ainsi le comité de Mulhouse qu'elle anime jusqu'aux dernières années de sa vie. Louise Krafft, entrée à un âge avancé, probablement consacrée dans le secret, a une longévité importante à la tête de la LPDF. Elle correspond au profil habituel des dirigeantes des premières décennies du siècle dernier, issues de la bourgeoisie ou de l'aristocratie catholique, Filles du Cœur de Marie, qui occupaient leur mandat pour plusieurs années voire plusieurs décennies.

Marie Frossard, « Mademoiselle Krafft », *Petit écho de la Ligue patriotique des Françaises*, n°337, 29<sup>ème</sup> année, février 1929, p.1-2.  
*Annuaire LPDF 1907*, in *Echo programme 1912*

Magali DELLA SUDDA

# L

**LECLERCQ DE JUIGNÉ**, Marie *Madeleine* Emma Eudoxa, née **SCHNEIDER**, (1879-1869), Dame d'œuvre aux usines Schneider du Creusot, Trésorière puis Vice-présidente de la Ligue patriotique des Françaises, membre de l'Action française.

Madeleine Schneider est issue de la grande bourgeoisie industrielle de l'Est. Son père, Henri Schneider (1840-1898), homme politique et industriel est l'héritier d'Eugène Schneider (1805-1875) maître des forges et homme politique du Creusot, exemple-type du patron paternaliste, entrepreneur industriel et politique. Chez Eugène, comme chez son fils, les stratégies matrimoniales pour ses filles témoignent d'un souci de ménager un capital social à travers les alliances à la vieille aristocratie. Madeleine épouse en 1901, alors qu'elle est âgée de 32 ans, Jacques Marie Auguste Leclerc, marquis de Juigné. Il vient alors d'être élu maire de son fief de Juigné dans la Sarthe, puis conseiller général de la Loire-Inférieure à 26 ans. En 1906, à 32 ans il est élu à la Chambre. Il y siège pendant 30 ans, où il est le champion de la promotion des familles nombreuses et de l'enseignement catholique. Contrairement aux catholiques sociaux proches de la Ligue patriotique des Françaises (L.P.D.F.), il ne vote ni la loi sur le repos hebdomadaire, ni celle sur les mutualités agricoles en 1910. Quand la guerre éclate en 1914, il est sergent puis lieutenant et officier. Envoyé au front, il reçoit une croix de guerre en 1919. Député réélu dans la chambre bleue horizon, il rejoint le groupe d'union nationale et catholique. En 1928, probablement suite à la condamnation, il est réélu moins confortablement que précédemment. Après un échec en 1932, il brigue un siège de sénateur. Il l'obtient en 1936 et siège jusqu'en 1941. Il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le couple a deux enfants. Henri, qui décède d'une pneumonie à l'hôpital naval de Malte en 1925, et Colette, qui épouse le comte de Durfort dont elle a trois enfants. Madeleine Schneider est élue au Conseil central de la L.P.D.F. le 7 mai 1910. On lui confie rapidement la responsabilité des dizainières. Elle devient ensuite trésorière générale, remplaçant M<sup>me</sup> Potron\*, jusqu'en 1927. Sans doute active dans la carrière politique de son mari, elle partage avec lui sa proximité avec l'Action française. Elle ne cesse d'appartenir à un comité de Dames royalistes en même temps qu'à la L.P.D.F. Disposant d'un capital social – elle entretient des liens avec l'entreprise du Creusot, donnant à l'occasion des fêtes familiales des sommes importantes à l'hôpital de l'usine. Ses sœurs sont elles aussi mariées à des aristocrates. Sa présence assure à la L.P.D.F. les sympathies des dames royalistes décidées à militer dans une organisation féminine de masse, sans exclure l'action sociale et politique. En 1927, après la condamnation de l'Action française par le pape Pie XI, elle est la seule membre du bureau à refuser de signer l'adresse au pape envoyée par les dirigeantes de la L.P.D.F. en signe d'obéissance de la Ligue et de « docilité totale » à l'égard du Vatican. Elle explique ainsi son refus : « À l'heure actuelle, si triste par la désunion des catholiques qu'on a provoquée et qu'on a cherché à attiser, je trouve qu'il faut essayer d'apaiser. [...] Pour l'amour du ciel gardons notre liberté ». Elle illustre ainsi le cas de nombreuses adhérentes de l'Ouest, qui partagées entre leur

engagement à la L.P.D.F. et leur attachement à l'Action française se résignent difficilement à la condamnation. Les lectrices et adhérentes de l'Action française sont tolérées à la L.P.D.F., pourvu que cet engagement ne soit pas public. Après cet épisode, Madeleine de Juigné reste présente à la Ligue patriotique des Françaises, qui devient Ligue française d'action catholique féminine en 1933.

AACF, carton Marie du Rostu, Entretien de Marie Du Rostu avec P. Hervouet, p. 20 et H 64, IV cahier des procès-verbaux des réunions du bureau; A.S.V., *Aff. Ecc. Str. Francia*, 576 PO f 77, n°1349/27/576 ; A. Jolly (dir.), *Dictionnaire des Parlementaires français*, Paris, PUF, 1977, p. 2045 ; Jean-Louis Baucarnot, *Les Schneider, une dynastie*, Paris, Hachette, 1986, p. 139 ; *Les Schneider, Le Creusot. Une famille, une entreprise, une ville : 1836-1960*, Paris, Fayard, 1995 ; AACF., H 433 « Action française ».

Magali Della Sudda, « La condamnation de l'Action française, révélatrice des conflits de genre (1926-1929). Une piste inexplorée à la croisée de l'histoire du genre et de l'histoire religieuse, le fond Pie XI aux archives secrètes vaticanes », in Jacques Prévotat (dir.), *Pie XI et la France*, Rome, Ecole Française de Rome, 2010 ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia, Paris, EHESS, 2007.

Magali DELLA SUDDA

# M

**MUNET**, Alice (Belley, 1870 – Menton, 20.12.1924), infirmière et fondatrice des Petites servante du sacré cœur missionnaires catéchistes des Noirs d’Afrique.

Fille d’Adrien Munet, ancien magistrat, et de Marie Thérèse Sophie Munet née Gautier. Morte à Menton en 1924. Elle a deux grands frères, une grande sœur. Juste avant elle vint un petit garçon, mort à cinq mois. Deux ans après sa naissance, c’est René, l’aîné, qui meurt âgé de 9 ans. Une petite sœur Marie-Thérèse naît en 1876 (1876-1973). La famille est installée à Belley où le père est nommé magistrat de 1866 à 1879. Il est d’abord Procureur impérial puis procureur de la République. Sa mère est une femme très pieuse et son père, attaché à la religion et au régime du Concordat qui règle les rapports entre l’Eglise et l’Etat, démissionne quand « la politique vira à gauche ». La famille s’installe alors à Lyon ville natale d’Adrien. C’est la mère qui fait l’éducation d’Alice et de sa petite sœur. Souvent malade, elle sort peu et lit beaucoup. Elle collectionne les images pieuses. A 9 ans, Alice accomplit avec sa mère un pèlerinage à La Louvesc, on demande à saint François Régis de fortifier sa santé fragile. L’année suivant, elle accompagne sa mère à La Salette. Cette même année, elle suit le catéchisme pour se préparer à la première communion. Sa mère l’y conduit, dans le quartier d’Ainay à Lyon, qui est fréquenté par l’aristocratie et la bourgeoisie catholique lyonnaise. Jeanne Lestra\*, fondatrice de la Ligue des femmes françaises, y réside. Tandis que la sœur aînée d’Alice est en pension chez les dames du Sacré cœur à la Ferrandière, sa mère souhaite qu’Alice reçoive la même préparation que ses frères sous la direction du père Chevrier, mais le décès de ce prêtre l’en empêche. Suivant les conseils de son directeur spirituel, c’est elle-même qui se charge de l’éducation religieuse de sa fille. Une chapelle est aménagée dans une chambre, Alice s’y recueille au sortir des exercices de la paroisse. Elle écrit des cahiers pieux, prie devant un autel improvisé et toujours fleuri. Elle fait sa première communion le 5 mai 1880. Alice reçoit ensuite une éducation propre aux jeunes filles de bonne famille : piano, dessin. A la maison, la dévotion au Sacré Cœur est un élément important de la pratique religieuse maternelle. Le journal intime de la jeune fille, aux dires de sa biographe, mentionne dès cette période la volonté de s’offrir à Dieu. Parmi la sociabilité de la famille, le R.P. Planque, supérieur général des missions africaines de Lyon était proche de la famille. Il avait offert à la mère d’Alice un crucifix de missionnaire qui est devenu un objet de dévotion particulière chez la mère et ses filles. Ainsi, cette socialisation religieuse maternelle favorise t-elle chez Alice des dispositions particulières pour l’apostolat. A la suite de problèmes de santé des deux enfants, la famille qui fréquente la Côte d’Azur, découvre Menton. C’est là que la mère et les deux filles décident de s’établir durant la Guerre en raison de la santé défaillante de M<sup>me</sup> Munet mère. Durant la Grande Guerre, Alice s’engage comme infirmière dans différents hôpitaux de Menton, dernière ville balnéaire de la Méditerranée avant la frontière italienne. Ses qualités d’infirmière sont remarquées. Le R.P. Eloi, assomptionniste de Menton, écrit ainsi à la sœur d’Alice Munet, le 24 décembre 1924 : « Quand M<sup>lle</sup> Alice se présenta à l’examen de la Croix-Rouge pour l’obtention de son diplôme, je

sais qu'elle étonna les docteurs par la profondeur et la précision de ses connaissances d'infirmières. Elle égalait et surpassait bien des professionnelles. Aussi, dans la suite, les médecins militaires étaient parfaitement tranquilles au sujet des malades qui lui étaient confiés. » Alice et sa sœur prennent leur poste à l'hôpital auxiliaire installé dans la résidence du Louvre. C'est à cette occasion qu'elle découvre les tirailleurs sénégalais évacués du front en raison de leurs blessures. En novembre 1914, Alice découvre les tirailleurs sénégalais. Elle entreprend de soigner le corps de ces hommes et elle s'occupe aussi de l'âme des tirailleurs, considérant que ce qu'elle appelle « l'âme des primitifs », les rendrait plus sensibles aux Evangiles. Elle assume en métropole la tâche des missionnaires partis au front. Elle prépare les hommes au baptême, accomplit parfois ce geste, les accompagne jusqu'à la communion, donne dans les cas extrêmes les sacrements aux mourants en l'absence de prêtre disponible. Alice est aussi une dame d'œuvre et fait la charité aux femmes de Menton. La villa des deux sœurs accueille ceux qui le veulent les dimanches après midi. Après le mois d'avril 1915, les grandes attaques entraînent l'ouverture d'un hôpital de 800 lits au Casino. Alice s'occupe seule des 150 lits. L'hôpital militaire devient un centre chirurgical où tirailleurs sénégalais et soldats de métropole sont soignés ensemble. Alice, obtient de pouvoir se dédier exclusivement aux soldats des colonies. En 1919 la démobilisation conduit à l'évacuation des blessés. Alice se rend à Rome le 8 mai pour la béatification de Louise de Marillac. Elle y retourne lors de la béatification des « martyrs noirs » le 6 juin 1920, juste après la canonisation Jeanne d'Arc. Elle y rencontre Benoît XV en audience et lui fait part de son désir de vocation. Elle demande si elle et les autres infirmières doivent aller en Afrique ou rester en France pour rester avec les soldats africains. Benoît XV les encourage à rester en France. Elle continue donc dans les camps hôpitaux de Fréjus à soigner les blessés des colonies. C'est en 1922, à pour congrès eucharistique qui se déroule à Rome, qu'elle rencontre le R.P. Yves Chabert, supérieur des missions africaines de Lyon et qu'elle entreprend avec lui la rédaction des constitutions de la congrégation des Servantes catéchistes missionnaires. Elle tombe malade en 1923 et meurt en 1924 avant d'avoir pu initier son œuvre. C'est sa sœur qui la seconde et poursuit la fondation de l'œuvre missionnaire qui reçoit l'approbation de ses constitutions en 1925 et existe encore aujourd'hui.

Archives départementales du Rhône, fonds ancien Ferdinand Frécon ; Georges Goyau, « une fondatrice, Alice Munet », *Pages des jeunes n°7*, juillet 1927, p.1-2 ; Alice Munet. *Fondatrice des Petites servantes du Sacré-Cœur missionnaires catéchistes des Noirs en Afrique*. Lyon/Paris, Libr. Emmanuel Vitte, 1927 ; Thierry Lescuyer, *Alice Munet et les Missionnaires catéchistes du Sacré-Cœur*, Paris, Éd. Fleurus, 1990.

Magali DELLA SUDDA

# N

**NOAILLAT-DEVUNS, M<sup>me</sup> Marthe née DEVUNS** (Le Crotoy, Somme, 11.1865-Paray-Le-Monial, Saône et Loire, 2.2.1926), Conférencière de la Ligue patriotique des Françaises, directrice du musée d'histoire religieuse le Hiéron et instigatrice de la Fête du Christ Roi.

Fille, d'une pieuse mère, petite-fille d'un grand père paternel lui aussi très pieux, Marthe Devuns naquit en novembre 1865 dans « une vieille maison historique du Crotoy [où] fut scellée une alliance entre la vierge héroïque [Jeanne d'Arc] et la future apôtre du Christ-Roi », aux dires de sa biographe et belle-sœur. Issue d'une lignée qui donna plusieurs fils et filles à l'Eglise, elle fut baptisée le 8 décembre, jour de l'immaculée conception. Son parrain n'est autre que M<sup>gr</sup> Pompallier, premier évêque d'Auckland qui avait christianisé l'Océanie avec six religieux de la Société de Marie en 1832. Comme sa sœur Marie, elle décide de se consacrer à Dieu après avoir accompli sa scolarité au pensionnat de Sainte Marie. Elle fait sa première communion seule, à dix ans, dérogeant à la temporalité de l'époque. Ses parents, qui la jugent prête à communier essuient un premier refus de l'archiprêtre et c'est finalement son évêque, M<sup>gr</sup> Ledoue qui célèbre la communion de l'enfant. C'est dans sa chambre, et non lors d'une retraite à l'extérieur de la famille que Marthe se prépare avec sa mère à la communion, « elle n'a en effet d'autre prédicateur que sa mère et les livres qu'elle met entre ses mains ». Marthe Devuns observe une pratique religieuse doloriste, sa biographe souligne l'attrait pour le jeûne, et plus généralement pour les mortifications que les deux sœurs s'imposent dès l'adolescence. S'affirme ainsi une piété féminine intérieure ardente, qui semble guider la jeune femme. Faute de pouvoir être prêtre parce qu'elle est une femme, et religieuse parce qu'elle est de santé trop fragile, Marthe devient une figure importante de la Ligue patriotique des Françaises (LPDF). En effet, c'est à la demande de la supérieure des Dames de l'Assomption qu'elle doit interrompre le noviciat entrepris à 22 ans, pour suivre les pas de sa sœur Marie entrée en religion en 1882. Elle quitte définitivement les Assomptionnistes en 1894. Elle s'installe en 1895 à Paris, dans le quartier Mouffetard dans le V<sup>e</sup> arrondissement pour superviser l'éducation de ses frères étudiants. Elle retourne ensuite auprès de sa mère à Nevers.

La loi sur les associations de 1901 qui contraint les congrégations enseignantes à la sécularisation offre à Marthe l'opportunité d'enseigner puisqu'elle a passé son brevet au cours Bossuet d'Auteuil. C'est à cette occasion qu'elle rencontre Georges de Noailat, vice-président et conférencier de la jeunesse catholique de Paris. Sa sœur Simone de Noailat, se lie d'amitié avec Marthe Devuns et lui fait connaître la Ligue patriotique des Françaises. En 1907, elle prend pour directeur spirituel le R.P. Grizard, de la congrégation du Saint Esprit, qui succède à Dom Besse. Son mariage en 1908 avec Georges de Noailat n'entraîne pas un reflux de son activité apostolique. Au contraire, les époux obtiennent de leur évêque de pouvoir mener une vie chaste et poursuivent chacun dans leurs œuvres leur vocation apostolique de laïques. Au sein de l'association, elle fonde le premier groupe de jeunes femmes en 1911. Elle rédige avec soin les guides pour les causeries des jeunes qui sont d'abord destinées aux jeunes filles de l'aristocratie pour former leurs âmes d'élite. Les jeunes filles sont invitées chaque semaine à préparer une dissertation sur un sujet imposé souvent inspiré par des faits de société et l'actualité religieuse. Elles s'entraînent ainsi à la prise de parole en publique et forment leur conscience pour devenir des

« chrétiennes viriles », à la foi affermie et capables d'argumenter. Les premiers cercles tels que les dirige Marthe sont réservés à un petit nombre. Conférencière à la Ligue, elle est particulièrement zélée et les témoignages sont nombreux de présidentes de comités locaux qui la sollicitent pour venir donner des conférences. En but aux orientations de la secrétaire générale, du P. Régis Pupey-Girard (s.j.), aumônier conseil, et de la présidente, qui imposent les décisions sans concertation, elle est marginalisée à son grand regret à partir de 1913. La vie de famille de sa belle sœur, Simone, qu'elle seconde, et son activité plus intense en faveur du Règne de Jésus-Christ l'occupent de plus en plus à partir de 1914. En 1919, le couple s'installe à Paray-Le-Monial pour s'occuper du Hiéron, dont Marthe devient directrice avec son époux. Elle ne participe presque plus aux activités de la LPDF et se consacre entièrement au musée d'art religieux et à la promotion de la fête du Christ-Roi. C'est dans son bureau qu'elle décède le 2 février 1926 à la suite d'une fuite de monoxyde de carbone en compagnie de sa secrétaire M<sup>me</sup> Lépine. Elle est alors âgée de 60 ans.

AACF, H64, H566 et H712 ; *Echo de la Ligue patriotique des Françaises*, mars 1926, p.2 ; Simone de Noaillet-Pontvert, *Marthe de Noaillet (1865-1926)*, Paris, Desclée de Brouwer, 1931, « M<sup>me</sup> de Noaillet et sa secrétaire asphyxiées accidentellement », *Le Soleil*, 7 février 1926.

Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia, Paris, EHESS, 2007.

Magali DELLA SUDDA

# P

**POTRON Cécile** née **FROTTIN**- Dame d'œuvres, membre du Secrétariat central de la Ligue patriotique des Françaises et trésorière de la LPDF -1906-1918 (Paris,1849, Paris,24.02.1918 ).

Fille unique d'un notaire parisien, ancien maire du premier arrondissement de Paris, Cécile Frottin fréquente la paroisse de Sainte Madeleine à Paris, où elle est trésorière des petites œuvres des catéchismes. En 1868, elle épouse Auguste Potron (1844-1926). Il est engagé dans des organisations catholiques et patronales, président honoraire du bureau du Syndicat central des Unions fédérales et président de l'Union française du commerce et de l'industrie, au Conseil d'administration duquel siègent d'autres familiers de la LPDF. Il anime un cercle social catholique dans ses salons du 368 rue Saint Honoré. Ces appartements sont ainsi décrits dans un ouvrage d'Henry Du Passage, habitué de la Ligue, consacré à Henri-Régis Pupey-Girard, l'aumônier conseil : « C'était alors une sorte de ministère où s'accumulaient les dossiers, où s'activaient les secrétaires. Ingénieurs de l'USIC, dames de la Ligue, œuvres des retraites régionales, unions fédérales, toutes ces organisations avaient leurs bureaux et leur centre en cette hospitalière maison ». Le couple est proche de la compagnie de Jésus. L'importance des jésuites, celle de Pupey-Girard et de leur fils aîné, Maurice, dans les affaires de la LPDF sont soulignées dans les rapports de la Sûreté générale et justifie une surveillance de cette ligue féminine à caractère politique . La Ligue patriotique des Françaises, largement financée par Cécile Potron lui doit son aisance matérielle et bénéficie de la présence d'autres œuvres catholiques à ses côtés. Quand elle rejoint la direction de l'association en juillet 1906, Cécile Potron a derrière elle un passé de dame d'œuvre et d'apostolat industriel. A la naissance de son premier enfant en 1872, elle fonde à Presles une école libre et une garderie qui existent encore au moment de sa mort en février 1918. Par la suite, elle fonde un patronage et un dispensaire à Persan, près de l'usine d'un de ses fils. Elle hérite avec son mari du château de Courcelles en 1903, qui hébergeait un orphelinat et qu'elle transforme en centre de retraite pour jeunes filles des patronages et pour les « dames du monde ». Son savoir-faire gestionnaire et son apport financier en font la candidate toute désignée pour occuper la fonction de trésorière. Elle contrôle les fonds avec Pupey-Girard de façon quasi-exclusive. Lors de la réunion du Conseil du 11 juillet 1906 durant laquelle sont admises d'autres épouses et filles d'industriels, les pleins pouvoirs lui sont délégués par le Conseil pour toutes les opérations afférentes aux fonctions de trésorière – gestion des comptes, des biens et des fonds de l'association. Elle obtient aussi le droit de déléguer ces mêmes pouvoirs à l'une ou l'autre des vices-trésorières. Sa gestion des fonds, bien que jugée opaque par une partie des conseillères, permet cependant à la Ligue d'être totalement autonome en matière financière et de mener à bien ses œuvres sociales avec entre 1912 et 1914 un budget d'environ 300 000 francs. Elle se maintient à ce poste de trésorière jusqu'à sa mort en 1918. Son rôle essentiel dans l'essor et le développement de la LPDF est reconnu par la hiérarchie catholique.

Della Sudda, Magali, notices, in *Destins de femmes : religion, culture et société : France, XIX-XX siècles*, 2010, [\(halshs-03910877\)](#)

AACF, H64 ; H566-568 ; AN, F, 13 216 Ligue patriotique des Françaises, *l'Univers*, « Les œuvres », 22 janvier 1910 ; « Deuil de la Ligue », *Echo de la Ligue patriotique des Françaises*, n°217, avril 1918, p.1-2 ; *Annuaire LPDF 1907*, in *Echo programme 1912*, C. Bidard, « De Maurice Potron aux journées du patrimoine à Mours », article biographique écrit à l'occasion des journées du patrimoine des 15 et 16 septembre 2007, mis en ligne sur le site de l'université Paris 10 (<http://economix.u-paris10.fr/fr/activites/associes/?id=42>) ainsi que « Our daily bread: Maurice Potron, from Catholicism to mathematical economics », *The European Journal of the History of Economic Thought*, March 2009, p.124-128; G. Abraham-Frois, E. Lendjel, « Une première application du théorème de Perron-Frobenius à l'économie : l'abbé Potron comme précurseur », *Revue d'économie politique*, vol.111, n°4, 2001, p.639-665, notamment p.655-656 ; Magali Della Sudda, « La charité et les affaires. Le cas de la Ligue patriotique des Françaises », *Entreprises et Histoire*, n°53, 2009/1 .

Magali DELLA SUDDA

# R

**REILLE**, Geneviève née **SOULT DE DALAMATIE**, (03.07.1844-Saint Amans, 29.08.1910), Dame d'œuvre, Conférencière puis Présidente de la L.P.D.F. (1906-1910) et femme politique.

Fille du dernier duc de Dalmatie, Napoléon Hector Soult, décédé le 31 décembre 1857 et de Marie Jeanne Desprez, (Paris,1818-1882). La famille Soult de Dalmatie a acquis le titre de duc héréditaire créé par décret impérial le 19 juin 1808 en faveur de Jean Dieu Soult, Maréchal de France. Ses parents se marient en 1835. En avril 1842, le couple donne naissance à une première fille, Brigitte Jacqueline Louise Soult de Dalmatie. Deux ans plus tard, le 3 juillet 1844, naît Geneviève Marie Eulalie Sophie Soult de Dalmatie à Paris. Les deux filles sont les seules enfants du couple. En 1857, Geneviève Soult et sa sœur perdent leur père. Le veuvage est l'occasion pour leur mère, de jouir seule de la propriété des biens qu'elle met à disposition de religieuses. En décembre 1860, Geneviève épouse le baron René Charles Reille, fils du maréchal Reille qui avait pris part à la campagne d'Italie avec son père. René Reille démissionne en 1869 de ses charges militaires pour se consacrer à la vie politique dans le Tarn. Parmi les faits importants dans sa carrière de notable et de député, il s'oppose à la poursuite des membres de la ligue des patriotes. Le couple s'établit dans la propriété du maréchal à Saint-Amans-Soult, ce qui permet également au baron d'être plus proche de ses mines de Carmaux. René Reille était président des Mines fonderies et forges d'Allais et des Mines de Carmaux. Ses adversaires le surnommaient le « Roi de la Montagne noire ». Il était violemment combattu par les mineurs de Carmaux et a pour adversaire politique Jaurès. Le couple donne naissance à plusieurs enfants dont plusieurs périrent durant leurs premières années.

C'est là que Geneviève prend part à l'entreprise politique de son mari. Son mari s'appuie sur son épouse pour se faire un nom dans le fief tarnais. Selon l'auteur de sa notice biographique dans le *Dictionnaire des généalogies des Tarnais*, « en épousant Geneviève Soult (1844-1910), petite fille du maréchal qui illustra Saint Amans, il devint tarnais et se lança dans la politique». Il est élu conseiller général en 1867, puis député en 1869. Les élections de 1869 font l'objet d'un recours de la part du candidat radical Pereire, qui fait état de fraudes électorales massives organisées par le baron et surtout par son épouse. Elles sont l'occasion pour Geneviève Reille d'intervenir directement lors de la campagne. Elle distribue des bulletins de son mari, en les substituant à ceux du candidat Pereire. Plus de 200 bulletins de M. Pereire ont été ravis aux mains des électeurs par Madame Reille. Outre la fortune, le capital économique important que l'épouse apporte au candidat, ses relations sociales et ses compétences de genre – elle représente son mari auprès des femmes des électeurs, elle est l'interlocutrice auprès d'elles pour traiter les problèmes familiaux dans la relation clientélaire qui s'établit entre le notable et ses administrés – sont mises au service de la carrière du mari.

Chez les Reille, c'est l'épouse qui impulse la carrière politique et s'assure également de la transmission du fief politique aux fils. Dans ses mémoires, l'épouse du petit-fils de Geneviève, Madeleine Reille, évoque le souvenir de sa belle-famille et le rôle joué par Geneviève dans la politisation des enfants et dans la transmission du capital politique. Elle transmet à ses propres fils non seulement le « goût » et la compétence pour la politique mais encore assure le soutien des réseaux féminins familiaux et

religieux par le biais de la Ligue patriotique des Françaises. Non seulement les fils reprennent le fief paternel, mais ils reproduisent le schéma familial : les belles-filles secondent leurs maris et belle-mère dans l'administration des carrières politiques masculines. Les fils de la baronne Geneviève Reille succèdent à leur père, Charles René Reille : Amédée Reille (1873-) d'abord conseiller général, succède à son père en 1899, tandis que Xavier est élu en 1898, après avoir été conseiller général et maire de Saint-Amans-Soult. Tous deux font partie du groupe Action libérale populaire. Enfin, François-Xavier Reille-Soult est le porte-parole du groupe parlementaire des Démocrates populaires à l'Assemblée de 1928 à 1939. Le rôle de la mère dans la carrière politique des fils est même souligné par la hiérarchie catholique au moment où François-Xavier est proposée pour recevoir une distinction pontificale, l'ordre de Saint Grégoire le grand.

Le rôle de la baronne Reille à la LPDF est considérable. Elle entre dès 1901 dans le comité parisien de la Ligue des femmes françaises. Elle représente alors la dame d'œuvre, issue de la noblesse d'Empire, très active dans la paroisse de Plaisance. Elle mène l'association des Moniques dans cette paroisse connue pour les nombreuses dames d'œuvres qui s'y activent comme Léonie Chaptal\* ou la vicomtesse Marthe de Vélard\*. Sa connaissance des rouages du système politique permet au comité d'organiser quelques actions symboliques et spectaculaires comme la remise d'une pétition de mères de famille à la femme du Président de la République, M<sup>me</sup> Loubet, connue pour son catholicisme. Son arrivée à la présidence marqua la fin de l'œuvre électorale et l'apaisement provisoire des tensions au sein de la direction de la LPDF. Elle coïncide également avec un développement important puisque l'association revendique en 1910 près de 500 000 adhérentes. En 1908, la baronne Reille conduit à Rome une délégation de deux cents femmes qui sont encouragées par Pie X. En 1909, 1 200 ligueuses assistent à Rome à la béatification de Jeanne d'Arc, patronne de la LPDF. A son décès, le 29 août 1910, elle reçoit de nombreux hommages qui sont publiés dans *l'Echo*, ainsi celui de la plupart des évêques de France, celui du cardinal Merry del Val, secrétaire d'Etat du Vatican et de Joseph Ménard, député de Paris. Ses funérailles sont l'occasion de saluer cette « vraie fille de l'Eglise », selon la vicomtesse de Wall qui chronique l'événement dans le bulletin de la LPDF.

AACF, H64, H565-566 ; AHAP, 1KII7 ; AN F7 13 215-13 216 « Ligue patriotique des Françaises » ; Archives départementales du Tarn, fonds Soulié ; Archives secrètes vaticanes, fonds Seg. di Stato, anno 1904, rubr.220, fasc.2 , lettre n°5315 de la nonciature de Paris, le 9 mai 1904 ; *Annexe au mémoire de M. Eugène Pereire contre l'élection de M. Le Baron Reille, arrondissement de Castres Tarn*, Paris, Imp. Administrative Paul Dupont, 1869 ; *Annuaire de la noblesse*, 1894, p.202 ; *Echo de la L.P.D.F.*, septembre 1910, n°14-15, p.1-5, Paul Acker, *Petites confessions. Visites et portraits*, Paris, A. Fontemoing éditeur, 1904, p.239-245 ; Ligue patriotique des Françaises. Comité de l'Action libérale populaire, « B<sup>onne</sup> de Brigode, B<sup>onne</sup> René Reille. Interview de J. B., rédacteur en chef de *la Croix* », Paris, impr. de P. Feron-Vrau, 1902 ; Ponthierry, *La liberté*, 4 octobre 1903 ; LPDF, *Rome et la Ligue Patriotique des Françaises*, Paris, 1908 ; *Le Rôle de la Ligue Patriotique des Françaises dans les œuvres*, Paris, 1909 ; LPDF, *Comités, présidentes, secrétaires*, Paris, 1911 ; G. Barres, « Une figure politique tarnaise du XX<sup>e</sup> siècle, le baron René Reille (1835-1898), mémoire de maîtrise, université de Toulouse Le Mirail, 1989 ; Eric Anceau (dir.), *Dictionnaire des députés du Second Empire*, Rennes, PUR, 1999. p.310, notice n°513 ; Maurice, Gresle-Bouignol, *Les Tarnais, dictionnaire biographique*, Albi, fédération des intellectuels du Tarn, 1996 ; Madeleine Reille, *Faire sans dire*. Paris : s.n., 2004 ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*. Thèse de

Della Sudda, Magali, notices, in *Destins de femmes : religion, culture et société : France, XIX-XX siècles*, 2010, [\(halshs-03910877\)](#)

doctorat en histoire de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et de l'Università di Roma 'La Sapienza' (Rome, Italie), sous la direction de Laura Downs et de Lucetta Scaraffia.  
Paris : EHESS, 2007 ainsi que « La politique malgré elles », *Revue française de science politique*, à paraître, vol.60, n°1, premier trimestre 2010.

# T

**TANQUEREL DES PLANCHES (de) Anne** – Fondatrice de la Ligue patriotique des Françaises, supérieure de la Société des Filles du Cœur de Marie « Sœur Marie de la Présentation » (Brou, Eure-et-Loir, 01.12.1856 – Sainte Colombe, 10.06.1944).

Issue de l'aristocratie, Anne de Tanquerel des Planches est la troisième d'une fratrie de quatre enfants. Elle passe sa jeunesse à Pithiviers où son père exerce ses fonctions de magistrat. Elle est issue d'une famille très pieuse. Avant sa naissance, ses parents, lors d'un pèlerinage à Chartre décident de placer leur enfant sous la protection de la Vierge. Anne est très entourée par sa mère, ainsi que par sa grand-mère maternelle, M<sup>me</sup> Darcy. Elle connaît même son arrière grand-mère, M<sup>me</sup> de Noguères qui lui racontait avec un souvenir ému sa rencontre avec la sœur de Louis XVI lors des derniers jours de la monarchie, donnant à Anne une certaine nostalgie de l'Ancien régime. La guerre de 1870 est un traumatisme pour la jeune fille. Après la défaite de Sedan, la famille redoutant l'invasion fuit devant l'armée prussienne. Le frère aîné d'Anne, âgé de dix-sept ans, prend part à la campagne où, blessé, il est capturé et retenu dans un camp de prisonniers à Magdebourg (Allemagne). Les pieds gelés, mal soigné, il décède le 28 mai 1871 à son retour au foyer paternel de Pithiviers. Son père meurt peu après, laissant sa femme malade. C'est Anne qui seule s'en occupe. Sa sœur aînée se marie et son frère cadet est encore étudiant. Lors des funérailles, sa nièce évoque la piété familiale d'Anne de Tanquerel : « Toute petite, elle n'aimait rien tant, paraît-il, qu'ordonner des processions auxquelles elle faisait assister ses frères et sa sœur. Plus tard, auprès de cette sœur mariée, elle se réserva [le soin d'aménager et de s'occuper] de la chapelle dans les différentes demeures occupées par la famille ». C'est Anne qui obtient du nonce Lorenzelli la permission de faire consacrer la chapelle privée de la famille. Après le décès de son père, la famille déménage rue Notre-Dame-des-Champs, dans le VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à deux pas de la maison des Filles du Cœur de Marie. Elle reçoit chez elle des religieux – sa sœur héberge même des jésuites lors de leur expulsion en 1904 –, l'archevêque et le nonce apostolique. Tout en prenant soin de sa famille, la jeune femme travaille bénévolement pour les œuvres de la paroisse, où elle rencontre M<sup>me</sup> d'Hérouville Cette dernière lui fait connaître la Société des Filles du Cœur de Marie (SFCM). Âgée de 18 ans, Anne souhaite y entrer. Elle est présentée à mère de Guinaumont, alors maîtresse des novices qui laisse mûrir la vocation de la jeune femme. C'est seulement à vingt-cinq ans, le 7 mars 1882, qu'Anne fait son oblation au terme de ses années de noviciat. Son apostolat s'exprime dans différentes œuvres. Dès son entrée dans la Société, en 1882, Anne de Tanquerel faisait partie de l'œuvre de la Visite dans les hôpitaux, à laquelle participent d'autres Filles du Cœur de Marie. C'est M<sup>me</sup> de la Tour Maubourg qui l'y avait introduite et elle l'y seconda de nombreuses années jusqu'à son départ de Paris, en 1939. Outre cette occupation de visiteuse des hôpitaux, Anne de Tanquerel s'occupe du catéchisme, des patronages et dispense également des cours d'histoire et de géographie comme enseignante catholique. Elle prononce ses vœux temporaires le 2 février 1884. Elle est remarquée par l'abbé Henri Raymond Casgrain, jésuite, (1831-1904), alors chargé de la rédaction des annales de la SFCM. Il la sollicite pour être son assistante. C'est ainsi qu'elle rédige avec lui une partie des annales qui ont été publiées entre 1899 et 1905. Particulièrement zélée, elle est envoyée au Québec (Canada) en 1899 pour y implanter avec lui la Société des Filles du Cœur de Marie, ce qu'elle fait le 3 juin

1899. Dès juin 1899, retournée en France, elle s'investit dans les oeuvres la paroisse de Saint-Roch à Paris située près des Tuileries. En 1900, elle est envoyée à Limoges pour acheter une maison par la Mère Faivre, supérieure des Filles du Cœur de Marie. Elle y est attendue par deux sœurs : M<sup>lle</sup> de Veyrinas et M<sup>lle</sup> Gay, nièce de M<sup>gr</sup> Gay. Elle est nommée Supérieure de Limoge. Elle suscite des vocations et crée l'école Sainte Marie de Bellac qui constitue un véritable vivier pour les Filles du Cœur de Marie. Durant cette période, elle témoigne en faveur d'une fille de Marie poursuivie pour son activité au sein de l'école après la loi de 1901 Cette activité ne l'empêche pas de maintenir sa présence dans les œuvres parisiennes. Les jésuites, soucieux de maintenir une présence catholique malgré la loi sur les associations, font appel aux Filles du Cœur de Marie qui ne sont pas considérées par les autorités préfectorales comme des religieuses. Anne de Tanquerel fait preuve de son zèle et de ses qualités d'organisatrice et de fondatrice. Elle est sollicitée avec Marie Frossard\* pour fonder le comité parisien de la Ligue des femmes françaises en 1901. Elle décide avec d'autres la scission du comité parisien d'avec le comité directeur lyonnais en 1902 et fait partie des fondatrices de la Ligue patriotique des Françaises. Elle en est une des conférencières régulières et assiste aux séances du Conseil central (bureau). Elle reste très discrète lors de la crise de 1913, qui met en cause l'autoritarisme de Marie Frossard. Lors du renouvellement des membres du bureau en 1913, une partie des conseillères se plaignent auprès de leurs évêques de l'éviction de certaines d'entre elles qui souhaitaient une organisation plus proche de l'autorité diocésaine et moins liée aux catholiques libéraux.

L'engagement d'Anne à la Ligue n'est qu'une facette d'une vocation plus large. Elle s'en retire en 1922, lors de ses vœux perpétuels, prononcés le 2 février 1922, qui marquent un engagement plus intense chez les Filles du Cœur de Marie : « Par ses Filles, Mère Tanquerel contribua à l'essor des grandes Œuvres qui furent confiées à la Réunion vers 1904-1906 : Protection de la jeune fille, Apostolat de la prière, Ligue patriotique des Françaises, Croix-Rouge, Notre-Dame du Salut, Syndicat des institutrices ». Au sein de la Société des Filles du Cœur de Marie, son action est d'une grande importance. Outre la rédaction des annales, qui fut complétée par un dernier tome publié en 1964, elle fonde de nombreuses réunions, implante la Société non seulement en France mais aussi à l'étranger.

Elle resta Supérieure jusqu'en 1911, date à laquelle elle fut nommée Assistante. Les rôles s'inversent et elle seconde alors sa Supérieure qui jusqu'ici avait été sa fille en religion. A cette époque, elle s'occupe plus spécialement de l'école Sainte Marie qui lui avait été léguée par M<sup>re</sup> Gay. Ce legs fut contesté par les héritiers qui refusaient de voir l'héritage aux mains de religieuses. Soutenue par les conseils du R.P. Pupey-Girard, aumônier conseil de la L.P.D.F. et par l'évêque de Périgueux dont dépendait l'école, elle défendit énergiquement ses droits qui finirent par être reconnus. En 1914, les maisons religieuses de La Barde et de Sainte Marie furent transformées en ambulance. Leur direction fut confiée à Mère Tanquerel. Elle s'y dévoua avec tant de à tel point que les soldats l'avaient surnommée « la grand-mère » et qu'elle fut décorée en 1919 de la médaille d'argent de la reconnaissance française ». Ainsi, à l'instar de nombreuses militantes de la Ligue et de nombreuses filles de Marie, la Grande Guerre est l'occasion d'un rapprochement avec la Croix-Rouge Elle retourne ensuite à Paris où elle est nommée Supérieure de la rue de Vaugirard de 1921 à 1930. En 1928, elle est élue Assistante Générale au Chapitre général ainsi qu'en 1929 et 1935. Elle aide la Mère Générale, qui « aimait à la prendre comme compagne de voyage ou de démarches plus importantes, trouvant en elle l'accompagnatrice pleinement délicate et discrète, mais sans effacement intempestif, et sachant tenir la place qu'il fallait dans la circonstance du moment ». Elle accueille

les sœurs lors des Sessions de supérieures générales en 1936 et 1937. Au moment de l'entrée en guerre, en 1939 elle part vivre à La Boulie chez ses neveux. Elle meurt à Ste Colombe, où elle n'a aucune attache mais où l'exode la porte.

Magali DELLA SUDDA

Bibliographie :

Arch. de la Société des Filles du Cœur de Marie, notice ; Magali Della Sudda, *Une activité politique féminine conservatrice en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919). Thèse de doctorat soutenue à l'EHESS (Paris), 2007.*

## V

**DE VÉLARD Marthe**, née **TERRASSON DE SENEVAS** (Champ de Bataille le Neubourg (27), 20.10. 1859 - Palluau sur Indre (36), 30. 01. 1949) – Présidente de la Ligue patriotique des Françaises 1910-1933 et Supérieure de la réunion de St Pierre (Paris) des Filles du Cœur de Marie (1931-1940), Assistante de la Supérieure générale des Filles du Cœur de Marie (1940-1949)

Marthe Terrasson de Senevas est l'aînée d'une fratrie de deux enfants. Son frère cadet, Bruno de Vélard est l'auteur de la saga familiale publiée entre 1939 et 1941. Elle est issue de l'union entre Berthe Quesné\* et Raoul Terrasson de Senevas. Sa mère, qui avait un sens aigu des clivages politiques, est visiblement peu pratiquante et regretta durant tout son mariage de ne pas avoir vécu dans le monde et d'avoir subi l'aversion pour celui-ci de son mari. Marthe suit les pas maternels, elle n'est donc, d'après son frère, une enfant ou une jeune femme ni spécialement pieuse, ni particulièrement vertueuse. A l'occasion d'un séjour chez ses amies, elle fait la connaissance de Bruno de Vélard (Orléans, 03.1855 – Palluau sur Indre, 28. 10. 1916 ), surnommé « Monsieur de Trop » par ses proches, représentant d'une noblesse ancienne sur le déclin. Elle l'épouse en 1880 et entre dans une famille profondément religieuse et très austère. Sa belle-mère très pieuse, surveillait avec rigorisme les jeunes ménages qui vivaient au château. Marthe, avec son élégance parisienne, y fut reçue d'abord avec froideur, selon sa biographe des Filles du Cœur de Marie. Elle trouvait cependant un certain réconfort chez « la tante Louise ». Il s'agissait de M<sup>me</sup> de Montbel, tante de Bruno et Supérieure des Filles de Marie d'Orléans. C'est d'elle que Bruno de Vélard hérita d'un reliquaire ancien marqué des doubles Cœurs de Jésus et de Marie dont la signification à cette époque échappait à Marthe.

De leur union naissent deux enfants, Berthe *Geneviève* Marie (Palluau sur Indre, 16. 01. 1881 - Bernay, Eure, 25.12.1949) et qui épouse le 3 juin 1901 Jean Félix Marie Léonce d'Augustin de Bourguisson. La deuxième fille, *Alyette* Marie Marthe\* (Palluau sur Indre, 25.11.1882 – Vouzon, Loir-et-Cher, 09.08. 1972) épousa en 1904 Stéphane de Collason (1877-1915), mort au champ d'honneur. Comme sa mère, Marthe tient à faire elle-même l'éducation de ses enfants, « ne voulant ni institutrice, ni couvent, estimant que rien ne valait le cœur d'une mère pour former ses filles ». Cette idée de l'éducation se retrouve plus tard à la L.P.D.F. où les mères sont invitées à concevoir la maternité comme une fonction sociale et éducatrice avant tout. Elle

prépare elle-même sa fille aînée à sa première communion, comme il était d'usage dans certaines familles catholiques, en la conduisant régulièrement au catéchisme de Sainte Clotilde. C'est là semble-t-il qu'elle se rapproche de la religion. Elle se rend à la messe et communie quotidiennement.

Marthe est entrée à la Ligue patriotique des Françaises vers 1903 sur la demande de sa mère qui était active dans la paroisse de Plaisance avec la baronne René Reille\*. Cette paroisse est particulièrement riche en apostolat. Elle y avait suivi des cours et passé un brevet au dispensaire de Plaisance, avec Alyette. Elle aurait été populaire dans le quartier par les soins qu'elle prodiguait à la population. Aussi, quand la Ligue voulu y faire des interventions, sa mère, proche de Geneviève Reille et active dans son association des Moniques, la sollicita. Elle entre d'abord dans l'Association des Dames servantes des pauvres, affiliée aux petites Sœurs de l'Assomption. À ce moment-là, elle a pour directeur spirituel le P. Pernet qui en était le fondateur. Elle est donc présente dans les réseaux qui sont à l'origine de la fondation du comité parisien de la Ligue des femmes françaises, qui prend le nom en 1902 de Ligue patriotique libérale des Françaises puis de Ligue patriotique des Françaises. Selon sa notice biographique des Filles du Cœur de Marie, c'est son zèle qui la fait remarquer par le Conseil central (comité directeur), elle en devint membre en 1906 en qualité de conseillère à la faveur d'un changement de direction. Cette période est marquée par la crise de la Séparation de l'Église et de l'État qui voit les femmes catholiques intervenir dans les affaires publiques. Après avoir sillonné la France comme conférencière, elle est élue au bureau en décembre 1907 comme vice présidente de la Ligue. Au décès de la baronne Reille en 1910, elle est nommée pour lui succéder. Elle développe les œuvres sociales et religieuses de la LPDF. et la Ligue passe de 500 000 adhérentes à près de deux millions en 1933 sous sa présidence. À Rome en 1912, elle offre à Pie X le livre d'or des promesses de communion. En 1913, elle fait déposer sur le bureau de la chambre des députés un million de signatures contre le monopole de l'enseignement. À la tête de l'association, sa direction est contestée en 1913 par certains membres du Conseil central – l'organe directeur – qui lui reprochent son manque de fermeté face à l'autoritarisme du père Pupey-Girard, s.j., aumônier et de Marie Frossard\*, secrétaire générale. En effet, sous sa présidence la quête électorale est abandonnée officiellement et Pie X rappelle la mission apostolique première de la LPDF. Malgré cela, le financement électoral se poursuit et de nombreuses voix se font entendre en Province contre la répartition des fonds entre le comité central et les comités locaux, contre les préférences partisans affichées de la direction. À cette époque, elle se rend fréquemment à Paris où son frère l'accueille pour ses activités militantes qui sont encouragées par lui et par leur mère. Elle prend également soin de sa mère malade en 1913, au moment où la crise qui secoue la Ligue est au plus fort. Son mari, on l'apprend dans le mémoire adressé au provincial des jésuites le 1<sup>er</sup> mai 1913 par les membres du conseil hostiles à Marthe, a un droit de regard sur les activités de la Ligue. Bien qu'il la laisse mener assez librement ses activités, il s'oppose par exemple à certains investissements comme le financement de la vente de chocolats « La Marguerite » fabriqués par la LPDF. Parallèlement à la direction de la LPDF, Marthe de Vélard participe à la fondation de l'Union internationale des ligues catholiques féminines en 1910, qui reçoit l'approbation pontificale en 1912 et qu'elle préside jusqu'à cette date. L'activité internationale se manifeste également par le rapprochement des Ligues féminines et masculines lors des Congrès eucharistiques dont les bulletins de la LPDF rendent compte annuellement.

En 1914, munie de son brevet d'infirmière, elle ouvre une ambulance de la Croix Rouge dans le château de Palluau. Pendant la Grande Guerre, la LPDF crée des

ouvrirs pour donner du travail aux femmes, participe à l'accueil des soldats dans les gares, visite les blessés dans les hôpitaux, envoie des colis aux combattants et aux prisonniers, fait rechercher les disparus, veille au développement et à la maintenance de l'aumônerie militaire : elle obtient en 1917 le prix Montyon pour ses œuvres de guerre. Pendant la guerre, elle décide de mener une vie consacrée : à la mort de son époux en 1916, elle cherche « le meilleur » pour la nouvelle orientation de sa vie, et ce meilleur se présente à elle sous la forme de la consécration dans la société des Filles du Cœur de Marie. C'est lors d'une retraite à Montmartre que le prédicateur lui parle de la Société des Filles du Cœur de Marie. Elle fait son oblation en 1918, ses premiers vœux en 1920, ses vœux de 5 ans en 1924, ses vœux perpétuels en 1930. En 1931, quand la supérieure Mère Donnezan, décide de la création de plusieurs Réunions des Filles de Marie à Paris, Marthe de Vélard est nommée Supérieure de la Réunion de Saint-Pierre qui regroupait les sœurs vivant dans le monde et non rattachées à une œuvre particulière. Elle les dirigeait, aux dires de sa biographe, d'une « façon toute maternelle ». Cette vie religieuse ne l'empêche pas de diriger la LPDF. En 1920, 2.000 ligueuses assistent à Rome à la canonisation de Jeanne d'Arc. En 1924, la Ligue fait campagne contre l'application des lois laïques en Alsace-Moselle : l'association donne le même jour 372 conférences dans la seule Moselle, sous l'impulsion de Madame Guy de Wendel. La direction de la vicomtesse de Velard demeure « sûre et sage » en 1926-1927 lors de la crise de l'Action Française : la LPDF reste fidèle à son programme d'action sociale catholique et exprime au Saint-Père son attachement et sa fidélité. En 1929, pour le jubilé sacerdotal de Pie XI, 800 ligueuses et jeunes font un pèlerinage à Rome : elles en reviennent avec une mission d'évangélisation, le laïcat étant appelé à coopérer à l'apostolat hiérarchique dans l'Action catholique qui est réorganisée selon le modèle italien. En 1933, elle donne sa démission de présidente générale de la Ligue lors de la fusion avec la Ligue des femmes françaises. Elle avait alors suivi les volontés de Pie XI de voir ces deux associations aux buts proches se regrouper pour uniformiser l'Action catholique féminine française selon le modèle des statuts de l'Action catholique italienne de 1931. Dès lors, Marthe de Velard milite pour l'union des deux ligues. Les cérémonies de fusion des deux ligues (LFF et LPDF) ont lieu à Lyon-Fourvière et Paris-Montmartre en 1933 : la vicomtesse de Velard devient présidente générale adjointe de la nouvelle Ligue Féminine d'Action Catholique Française. Elle quitte la présidence en 1936 à l'occasion de son jubilé et propose pour la remplacer la vicomtesse de Curel\* qui est élue à l'unanimité par le bureau de la Ligue. A la demande de la hiérarchie, elle démissionne en 1938 de ses fonctions de vice-présidente de l'Union internationale des Ligues féminines catholiques. Elle est alors remplacée par la vicomtesse de Curel, présidente de la L.P.D.F. L'engagement religieux de Marthe de Vélard est partagé non seulement par sa mère, mais aussi par sa fille Geneviève, elle aussi Fille du Cœur de Marie et chargée d'une Province de la Société. A la fin de sa vie, c'est avec elle qu'elle renouvelle ses vœux après avoir reçu l'extrême onction.

AFCM, notice de Marthe de Vélard, AACF, H 64 et H 565-569 ; Magali Della Sudda, *Une activité féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie*, thèse de doctorat, EHESS/Università di Roma 'La Sapienza', 2007, 689 p, Baron de Senevas. *Une famille française du XIV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, étude sur les conditions sociales, la vie et les alliances des Terrasson de Senevas*. T. III. « Raoul de Senevas et son épouse Berthilde Quesné. Lettres et souvenirs (1827-1928) », Paris, Impr. J. Dumoulin, 1939, B. de Senevas, *Une famille française du XIV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle: les Terrasson de Senevas, leur vie et leurs alliances, notes et documents*. T. V. « Cinquante

Della Sudda, Magali, notices, in *Destins de femmes : religion, culture et société : France, XIX-XX siècles*, 2010,  
[\(halshs-03910877\)](#)

années de la vie de Bruno de Senevas et de Marie-Elise Carmier, leurs enfants, lettres et souvenirs (1888-1938) ». Paris, impr. de J. Dumoulin, 1943.

Magali DELLA SUDDA